

DÉPARTEMENT  
DE LA SEINE SAINT DENIS

ARRONDISSEMENT  
DE BOBIGNY

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté - Égalité - Fraternité  
COMMUNE DES LILAS

EXTRAIT DU REGISTRE DES

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 19 mars 2025

Le nombre de Conseillers  
Municipaux en exercice  
est de 35

Le Conseil municipal de la Commune des Lilas, légalement convoqué le quatre mars deux mille vingt-cinq s'est rassemblé en salle des Mariages et du Conseil sous la présidence de Lionel BENHAROUS, Maire.

### OBJET

ATTRIBUTION  
D'UNE SUBVENTION  
POUR L'ANNÉE  
2025 À  
L'ASSOCIATION  
ALRA

#### PRÉSENTS :

Lionel BENHAROUS, Sander CISINSKI, Christophe PAQUIS, Daniel GUIRAUD, Moussou NIANG, Nathalie BETEMPS, Guillaume LAFEUILLE, Valérie LEBAS, Lionel PRIMAULT, Arnold BAC, Patrick BILLOUET, Lisa YAHIAOUI, Liliane GAUDUBOIS, Patrick CARROUER, Lucie FERRANDON, Richard LE PONTOIS, Martin DOUXAMI, Simon BERNSTEIN, Delphine PUPIER, Camille FALQUE, Christian LAGRANGE, Madeline DA SILVA, Gaëlle GIFFARD, Nancy AGUILERA TORRES,

formant la majorité des Membres en exercice.

#### ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :

Malika DJERBOUA par Liliane GAUDUBOIS, Johanna BERREBI par Guillaume LAFEUILLE, Alice CANABATE par Lionel PRIMAULT, Sonia ANGEL par Valérie LEBAS,

ABSENTS : Jimmy VIVANTE, Bruno ZILBERG, Bénédicte BARBET, Brigitte BERCERON, Vincent DURAND, Hélène BERTHOUMIEUX, Frédérique SARRE,

SECRÉTAIRE : Lucie FERRANDON

**CONSEIL MUNICIPAL DU 19 MARS 2025****OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNÉE 2025 À L'ASSOCIATION ALRA****LE CONSEIL,**

Sur proposition du Maire,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1612-1 à L.1612-20 et L.2311-1 à L.2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ainsi qu'aux finances communales ;

**VU** le décret gouvernemental n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 qui fixe les modalités d'application des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 telle que modifiée par l'article 12 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République par la souscription d'un *Contrat d'engagement républicain* ;

**CONSIDÉRANT CE QUI SUIT :**

L'action de l'association ALRA – Amicale des locataires de la résidence de l'Avenir, très impliquée dans la vie de ce quartier, requiert pour la réalisation des actions et projets qu'elle entend mener, un soutien financier et partenarial de la part de la Ville des Lilas.

Cette subvention sera allouée à l'association soit pour la soutenir dans son fonctionnement, soit pour l'aider au développement de projets à destination des Lilasiens, à la stricte condition de sa souscription au *Contrat d'engagement républicain*.

Considérant que le Conseil municipal est compétent dans l'attribution des subventions,

**Vu** la demande formulée par l'association,

**Vu** le tableau annexe faisant figurer les subventions votées à part,

**Vu** le budget communal,

**Vu** l'avis de la commission compétente,

**Vu** le rapport du représentant légal,

Arnold BAC et Nancy AGUILERA TORRES ayant quitté la salle et n'ayant pas participé aux débats et au vote,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :**

**ARTICLE 1 :** Décide d'attribuer une subvention d'un montant de 700 € (sept-cents euros) à l'association ALRA pour l'année 2025.

**ARTICLE 2 :** Dit que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Ville de l'année correspondante.

**ARTICLE 3 :** Dit que la présente délibération sera transmise à M. le Préfet de Seine-Saint-Denis, à M. le Trésorier municipal de la Ville des Lilas, aux intéressés.

Délibération votée par 26 voix en faveur, 0 voix contre et 0 abstention.



Le Maire des Lilas,

Lionel BENHAROUS

Le Secrétaire de Séance,

Lucie FERRANDON

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

093-219300456-20250326-D32-25-DE

Certifiée exécutoire compte tenu :

- de sa transmission en Préfecture
- et de son affichage le  
(pendant une durée continue de 2 mois)

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2025

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil, sis 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).